

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

6 octobre 2011

PROPOSITION DE LOI**portant création d'un Collège des cours
et tribunaux**(déposée par
M. Servais Verherstraeten et consorts)**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

6 oktober 2011

WETSVOORSTEL**tot oprichting van een college van de hoven
en rechtbanken**(ingediend door
de heer Servais Verherstraeten c.s.)**RÉSUMÉ**

Cette proposition de loi vise à définir sur le plan légal le Collège des cours et tribunaux et à conférer une base juridique adaptée au fonctionnement de ce nouvel organe. Le Collège doit servir d'interlocuteur s'exprimant au nom de l'ensemble des cours et tribunaux et en tant que partenaire dans la gestion de l'organisation judiciaire.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het college van de hoven en de rechtbanken wettelijk te bepalen en een aangepaste juridische basis te geven voor de werking van dit nieuwe orgaan. Het college moet dienen om te spreken namens de gemeenschap van hoven en rechtbanken, en als partner in het beheer van de rechterlijke organisatie.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes:		Bestellingen:	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La création d'un Collège des cours et tribunaux répond à une demande, exprimée tant par la magistrature que par l'autorité, d'un organe central pour la magistrature assise. Le ministère public dispose déjà depuis près de 15 ans du Collège des procureurs généraux, assisté plus tard par le conseil des procureurs et le conseil des auditeurs du travail. Depuis, le ministère public s'est fortement développé sur le plan organisationnel en se dotant d'analystes statistiques, d'un plan stratégique, de réseaux d'expertise efficaces, d'un instrument de qualité mis à la disposition des chefs de corps, d'une mesure de la charge de travail propre, etc.

Un organe de ce type fait défaut au siège. Les chefs de corps des cours et tribunaux tentent de combler cette lacune avec l'officieuse "conférence permanente élargie des chefs de corps" mais se heurtent à une absence de cadre légal.

La présente proposition doit donner aux cours et tribunaux leur organe légal en lieu et place de la "conférence élargie" factuelle.

Le problème de l'absence d'organe légal pour le siège, par analogie avec le Collège des procureurs généraux du ministère public, a également été soulevé au cours du débat politique sur la réforme du paysage judiciaire.

Un Collège des cours et tribunaux est nécessaire en tant qu'interlocuteur s'exprimant au nom de l'ensemble des cours et tribunaux et en tant que partenaire dans la gestion de l'organisation judiciaire.

Une partie de l'accord politique atteint en avril 2010 sur les lignes directrices d'une réforme du paysage judiciaire prévoyait dès lors la création d'un Collège du "siège" (à côté du Collège des procureurs généraux). Ce Collège devait notamment se voir confier des missions dans les domaines suivants:

- le bon fonctionnement général du siège;
- la formulation d'avis sur les questions en rapport avec les missions du siège;
- la gestion de la qualité;
- la gestion;
- la communication interne et externe pour les questions qui relèvent de sa compétence.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De oprichting van een college van de hoven en rechtbanken komt tegemoet aan een vraag, verwoord zowel vanuit de magistratuur als vanuit de overheid, naar een centraal orgaan voor de zittende magistratuur. Het openbaar ministerie heeft nu al bijna 15 jaar het college van procureurs-generaal, later bijgestaan door de raad van procureurs en de raad van arbeidsauditeurs. Het openbaar ministerie heeft zich sindsdien organisatorisch sterk ontwikkeld met statistische analisten, krachtlijnen voor een strategisch plan, goed werkende expertisenetwerken, een kwaliteitsinstrument dat ter beschikking werd gesteld van de korpschefs, de eigen werklasmeting, enz.

Het ontbreekt de zetel aan een soortgelijk orgaan. Met de officieuze "uitgebreide vaste vergadering van de korpschefs" proberen de korpschefs van de hoven en rechtbanken deze leemte te verhelpen maar zij botsen op een gebrek aan wettelijk kader.

Dit voorstel moet de hoven en rechtbanken hun wettelijk orgaan geven in de plaats van de feitelijke "uitgebreide vergadering".

Ook tijdens het politieke debat over de hervorming van het gerechtelijk landschap kwam de lacune van een wettelijk orgaan voor de zetel, naar analogie van het college van procureurs-generaal bij het openbaar ministerie, naar boven.

Er is nood aan een college van de hoven en rechtbanken als gesprekspartner om te spreken namens de gemeenschap van hoven en rechtbanken, en als partner in het beheer van de rechterlijke organisatie.

Een onderdeel van het politiek akkoord dat in april 2010 werd bereikt over de krachtlijnen van een hervorming van het gerechtelijk landschap voorzag dan ook in de oprichting van een college van de "zetel" (naast het college van procureurs-generaal). Aan dit college zouden ondermeer opdrachten worden toegekend in verband met:

- de goede algemene werking van de zetel;
- de adviesverstrekking over de aangelegenheden die verband houden met de opdrachten van de zetel;
- de kwaliteitszorg;
- het beheer;
- de interne en externe communicatie voor de aangelegenheden die tot haar bevoegdheid behoren.

Sur le plan de la gestion par exemple, la nécessité d'un organe de ce type se fait déjà sentir actuellement, notamment en ce qui concerne la mesure de la charge de travail, une collecte uniforme de statistiques et l'ICT. Nul doute que d'autres aspects encore se prêtent à une prise de dispositions organisationnelles.

En l'absence d'organe légal, le ministre de la Justice a conclu pour la mesure de la charge de travail un protocole avec la conférence permanente élargie des chefs de corps et un organe ad hoc a été créé, le bureau permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail. Tant la conférence permanente que le bureau permanent travaillent dans un vide juridique, ce qui n'est pas souhaitable.

Un organe central pourrait, à l'instar du Collège des procureurs généraux, assurer la collecte uniforme de statistiques, susceptible d'améliorer la connaissance de l'organisation au profit de la politique à suivre et des chefs de corps. Le bureau permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail existe mais, faute de base légale, il ne s'est vu attribuer aucune compétence et est entièrement tributaire du bon vouloir des cours et tribunaux.

En matière d'ICT également, la multiplicité des interlocuteurs entravait dans le passé une approche uniforme, avec une variété d'instruments informatiques et de systèmes incompatibles, ce qui entraînait donc un gaspillage. Une politique informatique uniformisée est pourtant tout à l'avantage de l'organisation judiciaire.

Pour répondre à cette nécessité, le service d'encadrement ICT du SPF Justice a besoin d'interlocuteurs spécifiques et uniques. C'est pourquoi le ministère public, le SPF Justice et le siège organisent depuis le début de cette année une concertation stratégique afin de parvenir à une stratégie commune en matière d'ICT. Dans ce cadre, le Collège des procureurs généraux représente le ministère public. Le siège est représenté par la conférence permanente des chefs de corps du siège. Mais, en tant qu'organe de fait, elle n'est légalement pas compétente pour, par exemple, émettre des directives.

Si l'on souhaite à l'avenir impliquer davantage l'organisation judiciaire, tant le ministère public que le siège, dans d'autres aspects de la gestion, comme l'infrastructure et d'autres ressources matérielles ou la gestion du personnel, il faut que le ministre de la Justice ait des interlocuteurs centraux pour tout ce qui a trait à l'ensemble de l'organisation.

En termes de gestion de la qualité, le Collège des cours et tribunaux a également un rôle important à jouer.

Op het vlak van beheer bijvoorbeeld voelt men vandaag reeds de nood aan een dergelijk orgaan voor onder meer de werklasmeting, een uniforme inzameling van statistieken en ICT. Ongetwijfeld zijn er nog andere aspecten waarover organisatorische afspraken kunnen worden gemaakt.

Bij gebrek aan een wettelijk orgaan sloot de minister van Justitie voor de werklasmeting een protocol met de uitgebreide vaste vergadering van de korpschefs, en werd het ad hoc orgaan opgericht, het vast bureau voor statistiek en werklasmeting. Zowel de vaste vergadering als het vast bureau werken in een juridische vacuüm, wat niet wenselijk is.

Een centraal orgaan zou, zoals het college van procureurs-generaal doet, voor de uniforme inzameling van statistieken kunnen zorgen, wat de kennis van de organisatie ten behoeve van het beleid en de korpschefs kan verbeteren. Er is het vast bureau voor statistiek en werklasmeting, maar bij gebrek aan wettelijke basis heeft het geen bevoegdheden toegekend en is het volledig afhankelijk van de goodwill van hoven en rechtbanken.

Ook inzake ICT stond de veelheid aan gesprekspartners in het verleden een uniforme aanpak in de weg, met een variatie aan informatica-instrumenten, incompatibele systemen, en dus verspilling tot gevolg. Nochtans heeft de rechterlijke organisatie baat bij een ééngemaakt informaticabeleid.

Om hieraan tegemoet te komen heeft de stafdienst ICT van de FOD Justitie nood aan duidelijke en unieke gesprekspartners. Daarom houden het openbaar ministerie, de FOD Justitie en de zetel vanaf begin dit jaar samen een strategisch overleg om tot een gezamenlijke ICT-strategie te komen. Het college van de procureurs-generaal vertegenwoordigt daarin het openbaar ministerie. De zetel is vertegenwoordigd via de vaste vergadering van de korpschefs van de zetel. Maar als feitelijke orgaan heeft zij geen wettelijke bevoegdheden om bijvoorbeeld richtlijnen uit te vaardigen.

Indien men in de toekomst de rechterlijke organisatie, zowel het openbaar ministerie als de zetel, meer wil betrekken bij andere aspecten van het beheer, zoals infrastructuur en andere materiële middelen of personeelsbeheer is het noodzakelijk dat de minister van Justitie centrale gesprekspartners heeft voor alles wat de gehele organisatie aanbehangt.

Ook op het vlak van de kwaliteitszorg kan het college van hoven en rechtbanken een belangrijke rol spelen.

La création de réseaux d'expertise au sein du Collège, comme le fait le ministère public, permettra de mieux diffuser les connaissances présentes dans les juridictions et de mieux partager la documentation existante.

Le Collège pourrait également prendre des initiatives en vue de créer des instruments de qualité, de diffuser les bonnes pratiques et d'améliorer les méthodes de travail pour l'ensemble de l'organisation judiciaire.

Pour exercer ses compétences, le Collège des cours et tribunaux pourra compter sur un service d'appui. Le bureau permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail en est peut-être l'embryon. La présente proposition de loi permet de définir une réglementation légale pour le bureau permanent, incluant notamment un cadre fixe et un statut clair pour les membres du personnel. L'absence de statut clair pour les collaborateurs actuels du bureau permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail contribue à une importante rotation du personnel, qui gêne ses activités.

Enfin, les discussions concernant la réforme du paysage judiciaire ont montré que le ministre de la Justice ou le parlement n'ont pas d'interlocuteur unique qui puisse s'exprimer au nom des cours et tribunaux dans des matières qui concernent le fonctionnement général du siège. Pour les questions qui concernent le ministère public, les décideurs politiques s'adressent au Collège des procureurs généraux. En ce qui concerne le statut, les droits et les conditions de travail des juges et des officiers du ministère public, ils peuvent s'adresser au Conseil consultatif de la magistrature. Mais pour les questions relatives à l'administration et à la gestion des cours et tribunaux, il n'existe aucun interlocuteur central rassemblant les responsables des tribunaux. C'est pourquoi il est plus que souhaitable de disposer d'un organe légal.

La présente proposition se fonde sur des propositions de la conférence permanente élargie des chefs de corps qui sont le résultat de discussions entre les chefs de corps des différentes juridictions au sein de celle-ci.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

L'article 2 insère dans le Code judiciaire un chapitre qui comporte trois nouveaux articles — 136*quater* à 136*sexies* — réglant le Collège des cours et tribunaux.

Door net als het openbaar ministerie expertisenetwerken op te richten in de schoot van het college, kan men de aanwezige kennis in de rechtscolleges beter verspreiden en aanwezige documentatie beter delen.

Het college zou tevens initiatieven kunnen nemen om voor de hele rechterlijke organisatie kwaliteitsinstrumenten te creëren, *best practises* te verspreiden en werkmethodes te verbeteren.

Het college van hoven en rechtbanken zal voor de uitoefening van deze bevoegdheden kunnen rekenen op een steundienst. Het vast bureau statistiek en werklasmeting is mogelijks hiervan het embryo. Dit wetsvoorstel maakt een wettelijke regeling mogelijk voor het vast bureau, met onder meer een vast kader en een duidelijk statuut voor de personeelsleden. Het gebrek aan een duidelijk statuut voor de huidige medewerkers van het vast bureau statistiek en werklasmeting werkt een groot personeelsverloop in de hand, wat zijn werkzaamheden belemmert.

Tot slot is verder uit de discussies rond de hervorming van het gerechtelijk landschap gebleken dat de minister van Justitie of het parlement geen unieke gesprekspartner heeft die namens de hoven en rechtbanken kan spreken voor materies die de algemene werking van de zetel aanbelangen. Voor aangelegenheden die het openbaar ministerie aanbelangen, richten beleidsmakers zich tot het college van procureurs-generaal. Voor het statuut, de rechten en de werkomstandigheden van de rechters en de ambtenaren van het openbaar ministerie kunnen beleidsmakers zich richten tot de adviesraad van de magistratuur. Maar voor vraagstukken rond bestuur en beheer van de hoven en rechtbanken is er geen centrale gesprekspartner die de verantwoordelijken van de rechtbanken verenigt. Daarom is een wettelijk orgaan meer dan wenselijk.

Dit voorstel is gebaseerd op voorstellen van de uitgebreide vaste vergadering van de korpschefs en die het resultaat zijn van discussies binnen de uitgebreide vaste vergadering tussen korpschefs van de verschillende rechtscolleges.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Artikel 2 voegt een hoofdstuk met drie nieuwe artikelen — 136*quater* tot 136*sexies* — die het college van de hoven en rechtbanken regelen, toe aan het Gerechtelijk Wetboek.

Article 136^{quater}. Le nouvel article 136^{quater} à insérer détermine les organes du Collège des cours et tribunaux.

Les organes du Collège sont:

- l'assemblée générale;
- le conseil d'administration;
- le service d'appui.

Article 136^{quinquies}. Le nouvel article 136^{quinquies} à insérer détermine l'organisation interne du nouveau Collège.

Le § 1^{er} précise que l'assemblée générale se compose de 31 membres. Il est essentiel que le nouvel organe soit dynamique. Les 31 membres permettent un équilibre entre le caractère opérationnel de l'organe et la représentation des divers cours et tribunaux. Outre le premier président de la Cour de cassation y siègent également les 10 premiers présidents ainsi que 15 présidents de tribunal et 5 représentants des juges de paix et de police. Les 15 présidents de tribunal sont élus pour quatre ans par les présidents de leur type de tribunal, par ressort de cour d'appel et par type de tribunal. L'élection a lieu à la majorité. Les représentants des juges de paix et de police sont désignés par l'assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police. L'élection a lieu à la majorité.

L'assemblée générale élit le conseil d'administration. L'élection a lieu à la majorité. L'assemblée générale détermine les modalités de l'élection.

Le conseil d'administration est élu pour quatre ans. La période de quatre ans est suffisamment longue pour permettre au conseil d'administration de mener une politique. Toute nouvelle équipe a en effet besoin d'une période de rodage et de suffisamment de temps pour opérer des choix politiques.

L'assemblée générale peut, avant la fin des quatre ans, mettre un terme au mandat du conseil d'administration, par exemple si elle estime que le conseil d'administration mène une politique qu'elle ne juge plus défendable. Cela nécessite toutefois un soutien suffisant parmi les chefs de corps de l'assemblée générale, d'où l'obligation de disposer d'une majorité des 2/3.

Le § 2 détermine la composition du conseil d'administration. Celui-ci se compose de 13 membres. L'idée selon laquelle les membres du conseil d'administration représentent leur type de juridiction est expressément

Artikel 136^{quater}. Het nieuw in te voegen artikel 136^{quater} stelt de organen vast van het college van hoven en rechtbanken.

De organen van het college zijn:

- de algemene vergadering;
- de raad van bestuur;
- de steundienst.

Artikel 136^{quinquies}. Het nieuw in te voegen artikel 136^{quinquies} bepaalt de interne organisatie van het nieuwe college.

In paragraaf 1 wordt bepaald dat de algemene vergadering uit 31 leden bestaat. Het is van belang dat het nieuwe orgaan slagvaardig is. 31 leden laat een evenwicht toe tussen werkbaarheid van het orgaan en de vertegenwoordiging van de verschillende hoven en rechtbanken. Naast de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie zetelen de 10 eerste voorzitters, 15 voorzitters van rechtbanken en 5 vertegenwoordigers van de vrede- en politierechters. De 15 rechtbankvoorzitters worden voor vier jaar door de voorzitters van hun type rechtbank verkozen en dit per rechtsgebied van het hof en per type rechtbank. De verkiezing gebeurt bij meerderheid. De vertegenwoordigers van vrederechters en politierechters worden aangeduid door de algemene vergadering van de vrederechters en rechters in de politierechtbank. De verkiezing gebeurt bij meerderheid.

De algemene vergadering verkiest de raad van bestuur. De verkiezing gebeurt bij meerderheid. De algemene vergadering bepaalt de verdere regels van de verkiezing.

De raad van bestuur wordt voor vier jaar verkozen. De periode van vier jaar is voldoende lang om de raad van bestuur toe te laten een beleid te kunnen voeren. Elke nieuwe ploeg heeft immers een inwerkingsperiode nodig en voldoende tijd om beleidskeuzes uit te voeren.

De algemene vergadering kan voor het einde van de vier jaar een einde maken aan het mandaat van de raad van bestuur, bijvoorbeeld, als zij van oordeel zou zijn dat de raad van bestuur een beleid voert dat zij niet langer verdedigbaar acht. Er moet daarvoor echter een voldoende steun zijn onder de korpschefs van de algemene vergadering, vandaar de verplichting om een 2/3 meerderheid te hebben.

Paragraaf 2 bepaalt de samenstelling van de raad van bestuur. Die bestaat uit 13 leden. Er wordt uitdrukkelijk afgestapt van het idee dat de leden van de raad van bestuur hun type rechtscollege vertegenwoordigen.

abandonnée. Quiconque siège au conseil d'administration doit représenter l'intérêt général de l'ensemble des cours et tribunaux. L'expertise des membres joue ici, plutôt que la représentation.

C'est la raison pour laquelle six membres sont choisis librement, indépendamment du tribunal dont ils proviennent.

Les membres du conseil d'administration ne doivent pas être choisis au sein de l'assemblée générale, ni être tous des chefs de corps. Il y a dans les cours et tribunaux une expertise chez des magistrats qui assistent les chefs de corps dans la gestion de leurs juridiction, par exemple. L'assemblée générale pourrait dès lors choisir d'intégrer cette expertise au sein du conseil d'administration.

Pour éviter un trop grand déséquilibre dans la composition, ce principe de départ a été quelque peu tempéré. Chaque type de juridiction doit être présent au sein du conseil d'administration et le ressort de chaque cour doit également y avoir un membre. Trois membres viennent des cours, un des tribunaux respectifs et un d'une justice de paix ou d'un tribunal de police. Une majorité de sept membres doit toutefois être constituée de chefs de corps.

Un membre du conseil d'administration est élu président. Il est élu pour la moitié du terme du conseil d'administration, mais son terme est renouvelable.

Concernant l'équilibre linguistique, il est prévu une alternance de président francophone et néerlandophone lors de l'élection d'un nouveau président. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'avec la pleine et entière approbation des deux groupes linguistiques. Cette possibilité existe d'ailleurs également au Collège des procureurs généraux.

Le § 3 permet d'intervenir dans l'hypothèse où le fonctionnement du conseil d'administration serait compromis par l'incapacité d'un de ses membres. Le mandat de l'intéressé est alors soumis au vote de l'assemblée générale qui statue à la majorité et désigne un suppléant. En cas d'incapacité du président, le membre avec l'ancienneté la plus élevée comme magistrat, peut soumettre le mandat du président à l'assemblée générale.

L'incapacité désigne notamment l'absence de longue durée, par exemple en raison d'une maladie de longue durée, des actes ou manquements qui entravent ou

Wie in de raad van bestuur zetelt, moet het algemeen belang van alle hoven en rechtbanken vertegenwoordigen. Daarbij gaat het om de expertise van de leden, eerder dan de vertegenwoordiging.

Zes leden worden daarom vrij gekozen ongeacht de rechtbank waar zij vandaan komen.

De leden van de raad van bestuur, moeten niet uit de algemene vergadering worden gekozen, en hoeven evenmin allen korpschefs te zijn. In de hoven en rechtbanken is er bijvoorbeeld expertise aanwezig bij magistraten die de korpschefs bijstaan bij het beheer van hun rechtcollege. De algemene vergadering zou er dus voor kunnen kiezen om deze expertise binnen te halen in de raad van bestuur.

Om een te groot onevenwicht in de samenstelling te vermijden, wordt dit uitgangspunt enigszins getemperd. Elk type rechtcollege moet in de raad van bestuur aanwezig zijn en uit het rechtsgebied van elk hof moet er een lid zijn. Drie leden komen uit de hoven, telkens een uit de rechtbanken en een uit een vrederecht of politierechtbank. Een meerderheid van zeven leden moet echter korpschef zijn.

Een lid van de raad van bestuur wordt verkozen tot voorzitter. Hij wordt verkozen voor de helft van de termijn van de raad van bestuur, maar deze termijn is hernieuwbaar.

Voor het taalevenwicht is bepaald dat Franstalige en Nederlandstalige voorzitters elkaar afwisselen op het moment dat een nieuwe voorzitter wordt verkozen. Enkel met de volledige goedkeuring van beide taalgroepen kan daarvan afgeweken worden. Deze mogelijkheid bestaat overigens ook bij het college van procureurs-generaal.

Paragraaf 3 laat toe om in te grijpen indien de werking van de raad van bestuur in het gedrang zou komen door de ongeschiktheid van een lid van de raad van bestuur. Het mandaat van de betrokkene wordt dan ter stemming voorgelegd aan de algemene vergadering, die er over beslist bij meerderheid en die een vervanger aanwijst. Ingeval van ongeschiktheid van de voorzitter kan het lid met de meeste anciënniteit als magistraat, het mandaat van de voorzitter voorleggen aan de algemene vergadering

Met ongeschiktheid wordt onder meer bedoeld langdurige afwezigheid, bijvoorbeeld als gevolg van een langdurige ziekte, handelingen of tekortkomingen

minent le bon fonctionnement du Collège ou une faute grave.

Lorsqu'un magistrat ne travaille plus dans un tribunal ou une cour du fait de sa mise à la retraite, de sa démission ou d'autres motifs, son mandat au conseil d'administration prend fin lui aussi. Il en va de même pour un membre qui siège en tant que chef de corps et dont le mandat vient à expiration.

Le § 4 pose le principe important selon lequel le conseil d'administration représente l'intérêt général de l'ensemble des cours et tribunaux. Il défend toutes les juridictions, et pas uniquement les juridictions individuelles dont font partie les membres.

En tant qu'organe central pour l'organisation des cours et tribunaux, le Collège représente l'administration et la gestion des juridictions. Le Collège, et concrètement le conseil d'administration, n'est pas le représentant des magistrats individuels, mais celui de l'organisation de cours et tribunaux. Le conseil est par conséquent constitué majoritairement de chefs de corps.

Il importe que le Collège soit un organe dynamique à même de prendre des décisions dans l'intérêt général. C'est pourquoi il doit pouvoir décider à la majorité.

Le § 5 crée un service d'appui, par analogie avec le Collège des procureurs généraux. Ce service d'appui se verra confier les mêmes tâches que celui du Collège des procureurs généraux. Pour fonctionner efficacement, le Collège doit pouvoir s'appuyer sur un service d'appui bien établi où sont présentes les capacités nécessaires sur le plan technique et du fond.

Comme le prévoit le § 6, ce service d'appui est placé sous l'autorité du président du Collège.

Par analogie avec le Collège des procureurs généraux, le Roi déterminera le fonctionnement et l'organisation du service d'appui et le cadre du personnel. Le personnel qui sera attribué au service d'appui a le statut de personnel judiciaire.

Article 136sexies. Le nouvel article 136sexies à insérer détermine au § 1^{er} les compétences que pourra exercer le Collège des cours et tribunaux.

1° Jusqu'il y a peu, l'autorité n'avait pas d'interlocuteur unique pour les matières relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'ensemble des juridictions. Le

die de goede werking van de college belemmeren of ondermijnen, of zware fout.

Wanneer een magistraat niet langer werkzaam is in de rechtbank of hof door pensionering, ontslag of andere redenen eindigt ook zijn mandaat in de raad van bestuur. Hetzelfde geldt voor een lid die als korpschef zetelt en wiens mandaat ten einde loopt.

Paragraaf 4 poneert het belangrijke principe dat de raad van bestuur het algemeen belang van alle hoven en rechtbanken vertegenwoordigt. Zij verdedigt alle rechtscolleges, niet de individuele rechtscolleges waarvan de leden deel uitmaken.

Als centraal orgaan voor de organisatie van de hoven en rechtbanken vertegenwoordigt het college het bestuur en het beheer van de rechtscolleges. Het college, en *in concreto* de raad van bestuur, is geen vertegenwoordiger van de individuele magistraten, maar van de organisatie van hoven en rechtbanken. De raad is dan ook in meerderheid samengesteld uit korpschefs.

Het is belangrijk dat het college een slagvaardig orgaan is dat beslissingen kan nemen in het algemeen belang. Het moet daarom kunnen beslissen bij meerderheid.

In paragraaf 5 wordt, naar analogie van het college van procureurs-generaal, een steundienst opgericht. Deze steundienst zal dezelfde taken krijgen als die voor het college van procureurs-generaal. Voor de goede werking moet het college kunnen terugvallen op een goed uitgebouwde steundienst waar de nodige technische en inhoudelijke capaciteiten aanwezig zijn.

Zoals bepaald in paragraaf 6 staat deze steundienst onder het gezag van de voorzitter van het college.

Naar analogie van het college van procureurs-generaal zal de Koning de werking, de organisatie van de steundienst en het personeelskader nader bepalen. Het personeel dat aan de steundienst zal worden toegekend, heeft het statuut van gerechtspersoneel.

Artikel 136sexies. Het nieuw in te voegen artikel 136sexies bepaalt in paragraaf 1 welke de bevoegdheden zijn die college van de hoven en rechtbanken zal kunnen uitoefenen.

1° Tot voor kort had de overheid geen unieke gesprekspartner voor materies die de organisatie en werking van alle rechtscolleges aanbelangen. Het college

Collège des cours et tribunaux est à présent l'organe qui doit pouvoir s'entretenir avec les autres autorités au nom de toutes les juridictions de l'ordre judiciaire.

2° En tant que représentant des cours et tribunaux, il veillera également au respect des principes fondamentaux de l'organisation dans son ensemble, et notamment à l'indépendance du pouvoir judiciaire. En ce sens, le Collège est le moteur de la concertation interne sur les principes fondamentaux et les règles de conduites qui en découlent, ce en vue de fournir un service de qualité et de restaurer puis de maintenir la confiance du citoyen en la Justice. Les principes fondamentaux sont notamment, mais pas exclusivement, l'indépendance, l'impartialité, la séparation des pouvoirs et l'obligation de motivation.

S'il le juge nécessaire, le Collège peut adresser des directives impératives et des recommandations non contraignantes aux chefs de corps lorsqu'il estime devoir garantir le respect effectif des principes fondamentaux.

3° le Collège peut également adresser des directives impératives et des recommandations aux chefs de corps afin d'assurer un fonctionnement de qualité de la Justice en tant que service public au citoyen. Un bon fonctionnement des cours et tribunaux sur le plan organisationnel est essentiel pour la confiance du citoyen en la Justice. C'est pourquoi le Collège peut prendre des initiatives afin d'améliorer qualitativement l'organisation de ce service public en proposant et diffusant des normes de qualité, des méthodes de travail et des méthodes de contrôle de cette qualité.

Le Collège joue aussi un rôle pour assurer la qualité de la jurisprudence. Il ne s'agit pas de la qualité d'un jugement individuel, mais de la qualité de la jurisprudence en général.

Compte tenu de l'indépendance de chaque magistrat dans l'exercice de sa fonction juridictionnelle, cette disposition établit une distinction entre, d'une part, les exigences d'un service public de qualité et, d'autre part, les exigences d'une jurisprudence de qualité. Dans le premier cas, le Collège peut émettre des directives contraignantes afin d'introduire des normes de qualité standard et des méthodes uniformes pour contrôler cette qualité. Dans le second cas, le Collège doit se limiter à formuler des recommandations.

Le Collège adresse ses recommandations au chef de corps, pas aux magistrats individuels.

van de hoven en rechtbanken wordt nu het orgaan dat namens alle rechtscolleges van de rechterlijke orde moet kunnen spreken met de andere overheden.

2° Als vertegenwoordiger van de hoven en rechtbanken zal het ook waken over de basisprincipes van de organisatie in zijn geheel, en met name over de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht. In die zin is het college de motor voor intern overleg over de grondbeginselen en de daaruit voortvloeiende gedragsregels met het oog op een kwaliteitsvolle dienstverlening en met de bedoeling het vertrouwen van de burgers in justitie te herstellen en daarna te handhaven. De grondbeginselen zijn ondermeer, maar niet uitsluitend, de onafhankelijkheid, de onpartijdigheid, de scheiding der machten, de motiveringsplicht.

Indien het dit nodig acht, kan het dwingende richtlijnen en niet dwingende aanbevelingen richten aan de korpschefs wanneer het meent de effectieve naleving van de rechtsbeginselen te moeten verzekeren.

3° Het college kan ook dwingende richtlijnen en aanbevelingen richten aan de korpschefs om de kwaliteitsvolle werking van het gerecht als openbare dienst aan de burger te verzekeren. Een goede organisatorische werking van de hoven en rechtbanken is essentieel voor het vertrouwen van de burger in justitie. Het college kan daarom initiatieven nemen om de organisatie van deze openbare dienst kwalitatief te verbeteren door kwaliteitsstandaarden, werkmethodes, en methodes van toezicht op die kwaliteit, voor te stellen en te verspreiden.

Het college heeft ook een rol in het verzekeren van de kwaliteit van de rechtspraak. Het gaat hier niet om de kwaliteit van een individueel vonnis, maar om de kwaliteit van de rechtspraak in het algemeen.

Gelet op het feit dat iedere magistraat onafhankelijk is in de uitoefening van zijn rechtsprekende functie, maakt deze bepaling een onderscheid tussen, enerzijds, de vereisten van een kwaliteitsvolle openbare dienstverlening en, anderzijds, de vereisten van een kwaliteitsvolle rechtspraak. In het eerste geval kan het college dwingende richtlijnen uitvaardigen teneinde uniforme kwaliteitsstandaarden en methodes voor toezicht op die kwaliteit in te voeren. In het tweede geval moet het college zich beperken tot het formuleren van aanbevelingen.

Het college richt zijn aanbevelingen aan de korpschef, niet aan de individuele magistraten.

Ces recommandations ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de limiter l'indépendance des juges dans l'exercice concret de leur fonction juridictionnelle. Les recommandations ne peuvent par conséquent jamais porter sur le contenu de dossiers individuels.

4° Le collège des cours et tribunaux peut rendre un avis sur toute initiative législative liée à l'administration, à l'organisation ou au fonctionnement des cours et tribunaux. Cette compétence ne porte pas atteinte aux compétences du Conseil supérieur de la Justice ou du Conseil consultatif de la Magistrature.

5° Pour l'instant, chaque cour ou tribunal formule ses besoins en personnel et en matériel pour sa juridiction. De ce fait, de nombreuses demandes partielles très diversifiées sont adressées au ministre de la Justice, dont l'administration gère le personnel et fournit un appui en termes de matériel et d'infrastructure. La diversité des demandes ne permet pas toujours d'apporter une réponse uniforme à ces besoins.

Jusqu'à présent, il manquait un organe central permettant d'assurer, au nom de l'organisation judiciaire, une uniformité sur le plan des choix relatifs aux besoins en matériels et/ou en infrastructures. La bonne gouvernance suppose également d'établir des priorités parmi les nombreuses demandes. Actuellement, le ministre de la Justice définit les priorités. Idéalement, cette définition des priorités devrait se faire en concertation avec l'organisation judiciaire.

C'est pourquoi le Collège du siège doit, au nom de l'organisation judiciaire, pouvoir rationaliser les besoins des tribunaux et aider le ministre de la Justice à fixer des priorités concernant les ressources financières, matérielles et humaines des différentes juridictions.

6° Le protocole conclu le 4 juin 2008 par l'ancien ministre de la Justice Jo Vandeurzen précise que la propriété du processus de mesure de la charge de travail et de ses résultats est confiée au siège. Le développement a été confié à l'autorité de la conférence permanente élargie des chefs de corps du siège, en quelque sorte le prédécesseur informel de ce Collège. En tant que représentant légal du siège, le Collège se doit d'assurer l'encadrement et la gestion de la mesure de la charge de travail.

7° Cette compétence implique que le président du Collège ou son délégué s'exprimera au nom du Collège tant au sein de l'organisation judiciaire que vis-à-vis de tiers.

Dergelijke aanbevelingen kunnen geen afbreuk doen aan de onafhankelijkheid van de rechter in de concrete uitoefening van zijn jurisdictionele functie. De aanbevelingen kunnen dan ook nooit gaan over de inhoud van individuele dossiers.

4° Het college van de hoven en rechtbanken kan een advies geven op elk wetgevend initiatief dat verband houdt met het bestuur, de organisatie of de werking van de hoven en rechtbanken. Deze bevoegdheid doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de Hoge Raad voor de Justitie of de adviesraad van de magistratuur.

5° Tot op vandaag formuleert elke rechtbank of hof elk voor zijn rechtscollege de personele en materiële behoeften. Dat maakt dat vele partiële verzoeken met een grote diversiteit worden gericht aan de minister van Justitie wiens administratie de personeelszaken beheert en de materiële en infrastructurele ondersteuning biedt. Door de diversiteit aan vragen kan niet steeds een uniform antwoord gegeven worden aan die noden.

Tot dusver ontbrak het aan een centraal orgaan dat namens de rechterlijke organisatie uniformiteit kan brengen in de keuzes voor materiële en of infrastructurele behoeften. Goed bestuur veronderstelt tevens dat prioriteiten worden gesteld in de veelheid van aanvragen. Vandaag bepaalt de minister van Justitie de prioriteiten. Idealiter zou de prioriteitenbepaling in samenspraak met de rechterlijke organisatie moeten gebeuren.

Het college van de zetel moet daarom namens de rechterlijke organisatie de behoeften van de rechtbanken kunnen stroomlijnen en de minister van Justitie helpen om prioriteiten te bepalen voor de financiële, materiële en personele middelen van de verschillende rechtscolleges.

6° In het protocol dat de voormalige minister van Justitie Jo Vandeurzen op 4 juni 2008 sloot, staat dat het eigenaarschap van het proces van de werklasmeting en de resultaten toebehoort aan de zetel. De ontwikkeling werd toevertrouwd aan het gezag van de uitgebreide vaste vergadering van de korpschefs van de zetel die zowat de informele voorloper is van dit college. Als wettelijke vertegenwoordiger van de zetel is het aan het college om de werklasmeting te begeleiden en te beheren.

7° Deze bevoegdheid houdt in dat de voorzitter van het college of zijn gemachtigde namens het college zal spreken zowel binnen de rechterlijke organisatie als tegenover derden.

Le conseil d'administration peut émettre des directives contraignantes dans des matières qui ont trait aux principes fondamentaux du pouvoir judiciaire et à la qualité du service public.

Pareille compétence touche à l'ensemble de l'organisation judiciaire, en ce compris le personnel, et à la Justice en tant que service public à la population. Le ministre de la Justice assume la responsabilité politique du bon fonctionnement de la justice. En tant que composante du pouvoir exécutif, il doit également veiller à ce que la législation et la jurisprudence soient exécutées comme elles sont censées l'être au sein de l'organisation judiciaire. Des moyens juridiques spécifiques existent d'ailleurs à cet effet, tels que le droit d'injonction positive ou l'intervention procédurale au sens de l'article 1088 du Code judiciaire.

Le ministre doit par conséquent pouvoir veiller à ce que les directives impératives s'inscrivent dans le cadre légal et constitutionnel.

Le dernier alinéa du § 1^{er} dispose que le procureur général près la Cour de cassation peut, à l'initiative du ministre de la Justice, porter une directive impérative devant l'assemblée générale qui représente l'ensemble du siège, ce lorsqu'il est d'avis que le conseil d'administration a dépassé les compétences que lui confère l'article 163sexies, 2° et 3°. Le procureur général près la Cour de cassation émet un avis. L'assemblée générale statue et peut, en cas de violation de compétences, annuler la directive impérative.

Le § 2 du nouvel article 136sexies à insérer prévoit que, par analogie avec le Collège des procureurs généraux, le Collège peut, pour accomplir ses missions, organiser des réseaux d'expertise de magistrats.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement des réseaux d'expertise sont déterminées par le conseil d'administration du Collège des cours et tribunaux. De tels réseaux d'expertise peuvent renforcer les liens horizontaux et verticaux entre les différentes juridictions. Ils peuvent constituer des noyaux de réflexion sur des thèmes importants qui concernent le siège ou un groupe de juridictions. Il peut s'agir de gestion des connaissances, de partage de bonnes pratiques, d'échange d'informations, de rationalisation de politique, etc.

Le Collège rédige annuellement un rapport sur ses activités et les objectifs prioritaires pour l'année à venir. Ce rapport est communiqué au parlement et au ministre de la Justice.

De raad van bestuur kan dwingende richtlijnen uitvaardigen in zaken die betrekking hebben op de grondbeginselen van de rechterlijke macht en de kwaliteit van de openbare dienstverlening.

Een dergelijke bevoegdheid raakt aan de hele gerechtelijke organisatie, met inbegrip van het personeel en raakt Justitie als openbare dienst aan de bevolking. De minister van Justitie is politiek verantwoordelijk voor de goede werking van justitie. Als deel van de uitvoerende macht moet hij er ook op toezien dat de wetgeving en rechtspraak wordt uitgevoerd zoals het behoort binnen de rechterlijke organisatie. Daar bestaan ook specifieke rechtsmiddelen voor zoals het positief injunctierecht of de procedurele tussenkomst zoals bepaald in artikel 1088 van het Gerechtelijk Wetboek.

De minister moet daarom kunnen toezien dat de dwingende richtlijnen binnen het wettelijk en grondwettelijk kader vallen.

Het laatste lid van paragraaf 1 bepaalt dat de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie op initiatief van de minister van Justitie een dwingende richtlijn voor de algemene vergadering die de totaliteit van de zetel vertegenwoordigt, kan brengen indien hij van mening is dat de raad van bestuur zijn bevoegdheden van artikel 163sexies 2° en 3° overschrijdt. De procureur-generaal van het Hof van Cassatie adviseert. De algemene vergadering oordeelt en kan ingeval van bevoegdheidsoverschrijding de dwingende richtlijn vernietigen.

Paragraaf 2 van het nieuw in te voegen artikel 136sexies bepaalt dat, naar analogie met het college van procureurs-generaal, het college voor de uitvoering van zijn opdrachten expertisenetwerken van magistraten kan organiseren.

De nadere regels voor de organisatie en de werking van de expertisenetwerken worden vastgesteld door de raad van bestuur van het college van de hoven en rechtbanken. Zulke expertisenetwerken kunnen de horizontale als verticale banden tussen de verschillende rechtscolleges versterken. Zij kunnen kernen van reflectie vormen over belangrijke onderwerpen die de zetel of een groep rechtscolleges aanbelangen. Het kan gaan om kennisbeheer, het delen van *good practises*, informatieuitwisseling, het stroomlijnen van beleid, enz.

Het college maakt jaarlijks een verslag op over zijn activiteiten, alsook de prioritaire doelstellingen voor het komende jaar. Dat verslag wordt bekend gemaakt aan het parlement en aan de minister van Justitie.

Art. 4

Lorsque l'article 352*bis* du Code judiciaire a été inséré par un amendement à la loi du 29 novembre 2001, il n'était pas encore question d'un Collège des cours et tribunaux. Concernant la mesure de la charge de travail du siège, il importe, pour qu'elle soit admise par la magistrature, que la propriété en soit confiée au siège.

En outre, il se fait qu'actuellement la mesure de la charge de travail du ministère public est effectuée également par le Collège des procureurs généraux

Cet article adapte l'article 352*bis* à cette réalité. Le Conseil supérieur de la Justice est remplacé dans cette disposition de loi par les deux collèges.

Art. 4

Toen bij een amendement bij de wet van 29 november 2001 artikel 352*bis* Gerechtelijk Wetboek werd ingevoerd was er nog geen sprake van een college van de hoven en rechtbanken. Voor de werklastmeting van de zetel is het belangrijk voor de aanvaarding door de magistratuur dat de zetel het eigenaarschap heeft over haar werklastmeting.

Bovendien is het een feit dat de werklastmeting van het openbaar ministerie momenteel ook wordt uitgevoerd door het college van procureurs-generaal.

Dit artikel past artikel 352*bis* aan aan deze realiteit. De Hoge Raad voor de Justitie wordt in deze wettelijke bepaling vervangen door beide colleges.

Servais VERHERSTRAETEN (CD&V)
Maggie DE BLOCK (Open Vld)
Sabien LAHAYE-BATTHEU (Open Vld)
Sonja BECQ (CD&V)
Raf TERWINGEN (CD&V)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Dans la Partie II, Livre I^{er}, Titre I^{er}, du Code judiciaire, il est inséré un chapitre VI contenant les articles 136^{quater} à 136^{sexies} et rédigé comme suit:

“Chapitre VI. Le Collège des cours et tribunaux

Art. 136^{quater}. Il y a un Collège des cours et tribunaux. Ce collège est constitué des organes suivants:

- 1° une assemblée générale;
- 2° un conseil d'administration;
- 3° un service d'appui.

Art. 136^{quinquies}. § 1^{er}. L'assemblée générale compte trente et un membres parmi lesquels le premier président de la Cour de cassation, les cinq premiers présidents des cours d'appel, les cinq premiers présidents des cours du travail, cinq présidents de tribunaux de première instance, cinq présidents de tribunaux du travail, cinq présidents de tribunaux de commerce et cinq représentants des juges de paix et de police.

Les représentants des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce, des tribunaux du travail et des juges de paix et de police sont chacun désignés par ressort de cour d'appel pour quatre ans par les présidents des tribunaux du ressort, chacun pour ce qui concerne son type de tribunal, et par les assemblées générales respectives des juges de paix et des juges au tribunal de police de chaque ressort pour ce qui concerne les représentants des juges de paix et de police. L'élection a lieu à la majorité.

Si un représentant termine son mandat de chef de corps, les présidents du ressort élisent un nouveau représentant pour leur type de tribunal pour le reste de la période en cours.

L'assemblée générale élit un conseil d'administration pour une période de quatre ans. L'élection a lieu à la majorité simple. L'assemblée générale détermine les modalités de l'élection. Une majorité spéciale des

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

In Deel II, Boek I, Titel I van het Gerechtelijk Wetboek wordt een hoofdstuk VI ingevoegd dat de artikelen 136^{quater} tot 136^{sexies} bevat, luidende:

“Hoofdstuk VI. Het college van hoven en rechtbanken

Art. 136^{quater}. Er is een college van hoven en rechtbanken. De organen van dit college bestaan uit:

- 1° een algemene vergadering;
- 2° een raad van bestuur;
- 3° een steundienst.

Art. 136^{quinquies}. § 1. De algemene vergadering telt eenendertig leden onder wie de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, de vijf eerste voorzitters van de hoven van beroep, de vijf eerste voorzitters van de arbeidshoven, vijf voorzitters van rechtbanken van eerste aanleg, vijf voorzitters van arbeidsrechtbanken, vijf voorzitters van rechtbanken van koophandel en vijf vertegenwoordigers van de vrede- en politierechters.

De vertegenwoordigers van de rechtbanken van eerste aanleg, de rechtbanken van koophandel, de arbeidsrechtbanken en van de vrede- en politierechters worden per rechtsgebied van het hof van beroep elk voor vier jaar aangewezen door de voorzitters van de rechtbanken van het rechtsgebied, elk voor wat zijn type rechtbank betreft, en door de respectievelijke algemene vergaderingen van de vrederechters en rechters van de politierechtbank van elk rechtsgebied, voor wat de vertegenwoordigers van de vrede- en politierechters betreft. De verkiezing gebeurt bij meerderheid.

Indien een vertegenwoordiger zijn mandaat als korpschef eindigt, verkiezen de voorzitters van het rechtsgebied een nieuwe vertegenwoordiger voor hun type rechtbank voor het resterende gedeelte van de lopende periode.

De algemene vergadering verkiest een raad van bestuur voor een periode van vier jaar. De verkiezing gebeurt bij gewone meerderheid. De algemene vergadering bepaalt de verdere regels van de verkiezing.

2/3 au sein de l'assemblée générale peut mettre fin anticipativement au mandat du conseil d'administration.

§ 2. Le conseil d'administration se compose de treize membres de la magistrature assise. Parmi les membres figurent au moins trois représentants des cours, un représentant du tribunal de première instance, un du tribunal de commerce, un du tribunal du travail et un des juges de paix et de police.

Le conseil d'administration compte également au moins un représentant de chaque ressort de cour d'appel et sept chefs de corps.

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président pour une période de deux ans renouvelable. Celui-ci est le président du Collège des cours et tribunaux.

Lors du changement de président, une alternance des régimes linguistiques est respectée. Avec l'accord de tous les membres du conseil d'administration, il peut être dérogé à cette alternance.

§ 3. En cas d'inaptitude, le président du Collège des cours et tribunaux peut proposer à l'assemblée générale de suspendre le mandat d'un membre du conseil d'administration ou d'y mettre fin. L'assemblée générale statue à la majorité et choisit un suppléant pour le reste de la période en cours. En cas d'inaptitude du président, la proposition est faite par le membre avec l'ancienneté la plus élevée comme magistrat.

Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin de plein droit lorsque le membre n'exerce plus la fonction de magistrat ou de chef de corps au sein des cours et tribunaux.

§ 4. Le conseil d'administration représente l'intérêt général des cours et tribunaux et rend ses décisions à la majorité.

§ 5. Il est créé, au bénéfice du Collège des cours et tribunaux, un service d'appui. Ce service d'appui est placé sous l'autorité du président du Collège des cours et tribunaux.

Le service d'appui fournit un appui dans différents domaines, parmi lesquels le soutien juridique et administratif, la gestion des connaissances, la gestion informatique, la gestion du personnel, les bâtiments et l'équipement matériel.

Een bijzondere meerderheid van tweederden binnen de algemene vergadering kan voortijdig een einde maken aan het mandaat van de raad van bestuur.

§ 2. De raad van bestuur bestaat uit dertien leden van de zittende magistratuur. De leden tellen minstens drie vertegenwoordigers van de hoven, een vertegenwoordiger van de rechtbank van eerste aanleg, één van de rechtbank van koophandel, één van de arbeidsrechtbank en één van de vrederechters en politierechters.

De raad van bestuur telt ook minstens één vertegenwoordiger uit elk rechtsgebied van een hof van beroep en zeven korpschefs.

De raad van bestuur kiest uit zijn leden een voorzitter voor een hernieuwbare periode van twee jaar. Deze is de voorzitter van het college van de hoven en rechtbanken.

Bij wijziging van voorzitter wordt een beurtwisseling van de taalstelsels gerespecteerd. Met instemming van alle leden van de raad van bestuur kan van deze beurtwisseling worden afgeweken.

§ 3. In geval van ongeschiktheid kan de voorzitter van het college van de hoven en rechtbanken aan de algemene vergadering voorstellen om het mandaat van een lid van de raad van bestuur te schorsen of te beëindigen. De algemene vergadering beslist bij meerderheid en kiest voor het resterende gedeelte van de lopende periode een vervanger. Ingeval van ongeschiktheid van de voorzitter doet het lid met de hoogste anciënniteit als magistraat, het voorstel.

Het mandaat van lid van de raad van bestuur eindigt van rechtswege indien het lid niet langer als magistraat of korpschef werkzaam is binnen de hoven en rechtbanken.

§ 4. De raad van bestuur vertegenwoordigt het algemeen belang van de hoven en rechtbanken en beslist bij meerderheid.

§ 5. Ten behoeve van het college van de hoven en rechtbanken wordt een steundienst opgericht. Deze steundienst staat onder het gezag van de voorzitter van het college van de hoven en rechtbanken.

De steundienst is belast met het verlenen van ondersteuning in diverse domeinen waaronder juridische en administratieve bijstand, kennisbeheer, informatiebeheer, personeelsbeheer gebouwen en materiële uitrusting.

Le service d'appui assure la communication des ordres du jour et des procès-verbaux des réunions du Collège des cours et tribunaux aux membres.

§ 6. Sur l'avis du président du Collège des cours et tribunaux, le Roi fixe les modalités concernant le fonctionnement et l'organisation du service d'appui et le nombre d'emplois.

Le même statut que celui des membres du personnel visés au titre III, chapitre V, s'applique aux membres du personnel du service d'appui. “

“Art 136sexies. § 1^{er}. Le collège des cours et tribunaux exerce par le biais de son conseil d'administration les compétences suivantes:

1° Le Collège des cours et tribunaux représente les juridictions de l'ordre judiciaire;

2° Le Collège des cours et tribunaux veille au respect des principes fondamentaux du pouvoir judiciaire, en particulier l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Le Collège des cours et tribunaux peut émettre des recommandations ou directives impératives à l'adresse des chefs de corps des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire pour assurer l'effectivité des principes qui fondent le pouvoir judiciaire;

3° Le Collège des cours et tribunaux peut émettre des recommandations ou des directives impératives à l'adresse des chefs de corps des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire, visant à assurer la qualité du service public des cours et tribunaux.

Il peut également émettre des recommandations à l'adresse des chefs de corps des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire, visant à assurer la qualité de la jurisprudence. Ces recommandations ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de limiter l'indépendance des juges dans l'exercice concret de leur fonction juridictionnelle;

4° Le Collège des cours et tribunaux émet, sur demande ou d'initiative, des avis sur des projets ou propositions de loi, de décret ou d'ordonnance en rapport avec les missions des cours et tribunaux;

5° Le Collège des cours et tribunaux centralise et examine les besoins en moyens financiers, en moyens matériels et en personnel des différentes juridictions;

6° Le Collège des cours et tribunaux accompagne le développement d'un instrument de mesure de la charge

De steundienst staat in voor de mededeling van de agenda en de verslagen van de vergaderingen van het college van de hoven en rechtbanken aan de leden.

§ 6. De Koning bepaalt, op advies van de voorzitter van het college van de hoven en rechtbanken, de nadere regels betreffende de werking en de organisatie van de steundienst en het aantal betrekkingen.

Op de personeelsleden van de steundienst is hetzelfde statuut van toepassing als op de personeelsleden bedoeld in, van Titel III, hoofdstuk V.

Art. 136sexies. § 1. Het college van de hoven en rechtbanken oefent via zijn raad van bestuur volgende bevoegdheden uit:

1° Het college van de hoven en rechtbanken vertegenwoordigt de rechtscolleges van de rechterlijke orde;

2° Het college van de hoven en rechtbanken waakt over de naleving van de grondbeginselen van de rechterlijke macht, en in het bijzonder de onafhankelijkheid ervan.

Het college van de hoven en rechtbanken kan aanbevelingen of dwingende richtlijnen richten aan de korpschefs van de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde om de effectieve naleving van de grondbeginselen van de rechterlijke macht te verzekeren;

3° Het college van de hoven en rechtbanken kan aanbevelingen of dwingende richtlijnen richten aan de korpschefs van de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde om de kwaliteit van de openbare dienstverlening van de hoven en rechtbanken te verzekeren.

Het kan tevens aanbevelingen richten aan de korpschefs van de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde, teneinde de kwaliteit van de rechtspraak te verzekeren. Dergelijke aanbevelingen kunnen geen afbreuk doen aan de onafhankelijkheid van de rechter in de concrete uitoefening van zijn jurisdictionele functie;

4° Het college van de hoven en rechtbanken geeft, op verzoek of op eigen initiatief, adviezen op ontwerpen of voorstellen van wet, decreet, of ordonnantie die verband houden met de opdracht van de hoven en rechtbanken;

5° Het college van de hoven en rechtbanken centraliseert en onderzoekt de behoeften aan financiële, materiële en personele middelen van de verschillende rechtscolleges;

6° Het college van de hoven en rechtbanken begeleidt de ontwikkeling van een werklustmeetinstrument en

de travail et gère le système de mesure de la charge du travail dans les cours et tribunaux;

7° Le président du Collège des cours et tribunaux ou son délégué assure la communication interne et externe relative aux matières qui relèvent de la compétence du Collège des cours et tribunaux.

Les directives impératives pour lesquelles le conseil d'administration a dépassé les compétences visées aux 2° et 3° sont portées devant l'assemblée générale par le procureur général près la Cour de cassation, sur instruction du ministre de la Justice.

S'il y a lieu, l'assemblée générale annule la directive impérative.

§ 2. Afin d'accomplir les missions qui lui sont confiées, le Collège des cours et tribunaux peut instituer, dans les domaines qu'il désigne, des réseaux d'expertise comprenant des magistrats des cours et tribunaux et, le cas échéant, d'autres experts.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement des réseaux d'expertise sont déterminées par le conseil d'administration du Collège des cours et tribunaux.

La désignation d'un magistrat dans un réseau d'expertise est soumise à l'accord du chef de corps du corps auquel appartient le magistrat concerné.

Ces réseaux veillent, sous la direction du conseil d'administration, à promouvoir la circulation de l'information et de la documentation entre les magistrats du siège et à élaborer des relevés de bonnes pratiques susceptibles d'être mises en œuvre de manière unifiée dans les cours et tribunaux.

Le Collège des cours et tribunaux fait annuellement rapport aux Chambres législatives et au ministre de la Justice. Ce rapport contient la description de ses activités et les objectifs prioritaires pour l'année à venir. Le rapport est rendu public."

Art. 3

L'article 186 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

beheert het systeem van werklasmeting in de hoven en rechtbanken;

7° De voorzitter van het college van de hoven en rechtbanken of zijn gemachtigde staat in voor de interne en externe communicatie voor de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van het college van de hoven en rechtbanken behoren.

De dwingende richtlijnen waarbij de raad van bestuur zijn bevoegdheden bedoeld in 2° en 3° heeft overschreden, worden op voorschrift van de minister van Justitie door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie bij de algemene vergadering aangebracht.

De algemene vergadering vernietigt de dwingende richtlijn indien daartoe grond bestaat.

§ 2. Met het oog op de uitvoering van de opdrachten die aan het college van de hoven en rechtbanken zijn toevertrouwd, kan dit college in de aangelegenheden die het bepaalt, expertisenetwerken organiseren, waarvan magistraten van de hoven en rechtbanken en, desgevallend, andere deskundigen deel uitmaken.

De nadere regels voor de organisatie en de werking van de expertisenetwerken worden vastgesteld door de raad van bestuur van het college van de hoven en rechtbanken.

De aanwijzing van een magistraat voor een expertisenetwerk gebeurt met de toestemming van de korpschef van het korps waartoe de betrokken magistraat behoort.

Onder de leiding van de raad van bestuur zorgen deze netwerken ervoor dat de informatie- en documentatiedoorstroming tussen de magistraten van de zetel wordt bevorderd en dat er inventarissen van goede praktijken worden opgemaakt die op eenvormige wijze in de hoven en rechtbanken kunnen worden gebruikt.

Het college van de hoven en rechtbanken brengt jaarlijks verslag uit aan de wetgevende kamers en aan de minister van Justitie. Dit verslag bevat een toelichting over zijn activiteiten, alsook de prioritaire doelstellingen voor het komende jaar. Het verslag wordt openbaar gemaakt."

Art. 3

Artikel 186 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet 25 april 2007, wordt aangevuld met een lid luidende:

“Le siège du collège des cours et tribunaux est établi à Bruxelles.”

Art. 4

L'article 352*bis* du même Code, inséré par la loi du 29 novembre 2001, est remplacé par ce qui suit:

“Art 352*bis*. Le Roi détermine, sur la proposition respective du Collège des cours et tribunaux et du Collège des Procureurs généraux, la manière dont est enregistrée la charge de travail du juge et du ministère public ainsi que la manière dont ces données enregistrées sont évaluées.”

21 juin 2011

“De zetel van het college van hoven en rechtbanken bevindt zich te Brussel.”

Art. 4

Artikel 352*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 november 2001 wordt vervangen als volgt:

“Art 352*bis*. De Koning stelt, op voorstel van respectievelijk het college van hoven en rechtbanken en het college van procureurs-generaal de wijze vast waarop de werklast van de rechter en van het openbaar ministerie wordt geregistreerd, alsook de wijze waarop deze geregistreerde gegevens worden geëvalueerd.”

21 juni 2011

Servais VERHERSTRAETEN (CD&V)
Maggie DE BLOCK (Open Vld)
Sabien LAHAYE-BATTHEU (Open Vld)
Sonja BECQ (CD&V)
Raf TERWINGEN (CD&V)